

ELECTIONS AU CONSEIL DU COLLEGE DES ETUDES DOCTORALES

Scrutin du 26 au 28 novembre 2024

Collège des doctorants

Sièges à pourvoir : 6 (6 titulaires + 6 suppléants)

Liste Doctorant.es CGT pour une Université publique et émancipatrice

Soutenue par CGT Université de Grenoble

- 1- TASSIGNY Axel**
- 2- AKHBARIFAR Yekta**
- 3- PINTO Lucas**
- 4- GUERIN Anne-Gaëlle**
- 5- MOUTON Blaise**
- 6- GUILLOU Suzanne**
- 7- HUREAU Olivier**

Elections au Collège des Etudes Doctorales

Université Grenoble Alpes • Scrutin du 26 novembre 2024

Doctorant·e·s CGT pour une université publique et émancipatrice

Du 26 au 28 novembre prochain se tiendront plusieurs élections de représentant·e·s doctorant·e·s. Nous présentons une liste pour le conseil du Collège des Etudes Doctorales (CED) qui est une instance qui délibère notamment sur :

- La répartition des allocations de l'UGA entre les Ecoles Doctorales
- Le fonctionnement de la thèse (accès au doctorat, CSI, jury de thèse...)



L'Université publique est en souffrance !

Depuis plusieurs années, les réformes de l'Enseignement Supérieur et la Recherche s'enchaînent et dégradent les conditions de travail des personnels tout comme les conditions d'études des étudiant·e·s !

- Les financements sur projet (Pacte pour la Recherche 2005) mettent en compétition les laboratoires, les chercheur·ses, et imposent de orientations qui remettent en cause l'indépendance de la recherche.
- Les multiples contrats précaires, notamment les Chaires de Professeur Junior (LPR 2020) précarisent toujours plus les jeunes chercheurs et chercheuses.
- L'« autonomie » budgétaire (LRU 2007) entraîne la pénurie budgétaire avec pour conséquences la diminution des effectifs et l'essor des emplois précaires.

Une recherche libre, au service de la société et du progrès social
doit être publique et indépendante !

Refusons les coupes budgétaires !

Les différentes équipes dirigeantes de l'UGA mènent la déclinaison locale de cette politique de démantèlement de l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Ainsi, l'équipe dirigeante de l'UGA a voté en décembre dernier de nouvelles coupes budgétaires (suppression de 250 postes en 8 ans, suppression de 39000h d'enseignement, ...). Et ce sont les personnels et les étudiant·e·s qui en subissent les conséquences : classes bondées, impossibilité d'accompagner correctement les étudiant·e·s, sélection qui se généralise, sur-charge de travail, burn-out...

Au contraire :

Il faut des moyens pour embaucher massivement et faire face à la charge d'enseignement : que ce soit en présentiel ou distanciel. Il faut des moyens pour inscrire et accueillir tou·te·s les étudiant·e·s : aujourd'hui des dizaines d'étudiant·e·s « sans-facs » se voient refuser d'étudier à l'UGA. Il faut des moyens et une volonté politique de lutter contre les inégalités salariales et les violences sexistes : à l'UGA des personnels accusés d'agressions sexistes ou de harcèlement ne sont jamais inquiétés, et quand bien même les faits sont reconnus, aucune vraie sanction n'est prise.

Dans ce contexte les doctorant·e·s sont souvent en première ligne

La précarité et les rapports de hiérarchie nous rendent d'autant plus vulnérables aux violences sexistes. Le taux de surmenage des doctorant·e·s est élevé. Dans une enquête que nous avons menée auprès des doctorant·e·s de l'UGA, 27 % déclaraient ne pas avoir signé de contrat ou alors après le travail effectué. Ces conditions de travail sont inadmissibles et illégales !

Elections to the "Collège des Etudes Doctorales"

Grenoble Alpes University • November 26 2024 ballot

CGT PHD students for a public and emancipating University

From next November 26 to 28 several elections for doctoral student representatives will take place. We present a list for the Doctoral College Council (CED) which is a body that deliberates in particular on:

- The CED funding and a repartition of UGA attribution between the different Doctoral School (ED)
- The thesis steps (access to PHD, thesis monitoring committee, thesis jury...)



Public University is suffering!

For many years, Higher Education and Research reforms degrade the working conditions of the University employees... as the study conditions of students!

- Project fundings (Pact for Research 2005 and LPR 2020) put in competition laboratories, researchers and dictate orientations which question the research independency.
- Budgetary "autonomy" (LRU 2007) leads to budget shortages, with the result that the workforce is shrinking and precarious employment is on the rise.
- The numerous precarious contracts such as the "Chaires de Professeur Junior" (or tenure tracks) make the young researcher more and more precarious.

A free research, at the society and social progress service
has to be public and independent!

Let's refuse budget cuts!

The different UGA governing teams lead the local declination of this dismantling Higher Education and Research policy.

Thus, the UGA governing team plans new budget cuts (deletion of 250 positions in 10 years, deletion of 39000h of teaching, ...).

And the staff and students will suffer of the consequences: overcrowded classes, impossibility to accompany students properly, selection becoming generalized, overwork, burn-out...

On the contrary:

We need resources to hire massively and answer properly with the teaching load: either for face-to-face or in distance.

We need resources to register and welcome all students: nowadays, dozens of students « without fac » are refused to study at UGA.

We need resources and political will to fight against wage inequalities and sexist violence: at UGA, employees accused of sexual aggression or harassment are never disturbed, and even when they are recognized, no real sanction is taken.

In this context the PhD students are often on the front line!

The precariousness and hierarchical relationships make us more vulnerable to gender-based violence. The overwork rate of PhD student is high. Our teaching hours are mostly paid late and often by several months. In a survey we conducted, 27 % of UGA PHD students said they did not sign contract or after the work has been done. These working conditions are inadmissible and illegal!

Notre action sur les vacances

Depuis décembre 2021, la CGT est partie prenante d'une lutte sur la question des vacances, en lien avec un collectif de vacataires qui s'est formé à l'occasion. Au cours des dernières années, l'enseignement via les vacances s'est généralisé à l'université, et représente aujourd'hui plus de 20 % de la charge d'enseignement totale à l'UGA, un chiffre en constante hausse. Les conditions de travail et de rémunération des vacataires sont scandaleuses : paiement en retard de plusieurs mois, rémunération en dessous du SMIC horaire si l'on tient compte des heures de préparation, absence de droits sociaux comme les congés maladie.

De plus, Pôle Emploi refusait de tenir compte du décalage entre les dates du travail et du paiement, allant jusqu'à menacer de radiation des vacataires qui déclaraient leurs revenus au moment où ils étaient versés plutôt que lorsque le travail était effectué afin de ne pas être pénalisé·e·s sur les allocations.

Suite à une mobilisation continue qui a donné lieu à des rassemblements, des communications avec la presse, des négociations, le collectif a obtenu un contrat de vacances mensualisé avec un service d'enseignement prévisionnel qui permet également de cotiser. Ce contrat est cependant réservé aux doctorant·e·s sans financement. La CGT revendique qu'un tel contrat soit proposé à tous·tes les vacataires quelque soit leur statut.

La CGT revendique :

- La titularisation des tous·tes les contractuel·le·s et vacataires de l'ESR travaillant sur des fonctions pérennes.
- La création massive et le financement public de contrats doctoraux et de postes de titulaires (notamment par la réaffectation du Crédit Impôt Recherche).
- La mensualisation des vacances et le paiement à hauteur correcte de tous·tes les vacataires, comme le prévoit la loi depuis la rentrée 2022. La mobilisation continue des vacataires depuis plusieurs mois a obligé la présidence de l'université à concéder un contrat de vacation mensualisé pour les doctorant·e·s non-financé·e·s.
- Tou·te·s les doctorant·e·s doivent être financé·e·s pour réaliser leur travail de production de connaissances, sans limitation a priori de la durée des thèses.
- L'abrogation des frais d'inscriptions pour tou·te·s les étudiant·e·s.
- L'abrogation des critères de nationalité dans l'accès aux postes et financements, et l'attribution d'un titre de séjour de « travailleur·e » aux doctorant·e·s et docteur·e·s étranger·e·s, afin qu'ils et elles puissent bénéficier des allocations-chômage dues à l'issue de leur contrat de travail.
- La création du statut de victime de harcèlement sexuel pour permettre une réelle défense des personnes concernées.
- La création d'une crèche pour tou·te·s les travailleurs·ses et les étudiant·e·s de l'Université, dimensionnée à hauteur des besoins.
- Un CSI (Comité de Suivi Individuel) des doctorant·e·s qui veille véritablement au bon déroulement de la thèse, en prévenant toute forme de conflit, de discrimination ou de harcèlement, et non un organe utilisé comme une justification de licenciement des doctorant·e·s.

Des élu·e·s doctorant·e·s CGT : pour quoi faire ?

Bien évidemment, notre présence au conseil du collège de l'école doctorale ne changera pas la face de l'Université. Les changements profonds et nécessaires que nous revendiquons ne se jouent pas à l'échelle de ces conseils. Ces revendications ne seront mises en place par le gouvernement que sous la pression de fortes mobilisations des étudiant·e·s et des personnels des universités. Pour autant, nous doctorant·e·s pouvons d'ores et déjà nous défendre collectivement pour faire respecter nos droits. C'est pourquoi en tant que syndicat nous accompagnons les doctorant·e·s qui rencontrent des difficultés, y compris au sein des conseils de direction de l'Université. Le nombre de nos élu·e·s déterminera notre capacité à :

- Informer les doctorant·e·s sur leurs droits et sur la politique du collège doctoral.
- Défendre les doctorant·e·s à titre individuel comme collectif.
- Organiser la solidarité pour l'amélioration de nos conditions de doctorat et pour une université publique et émancipatrice.

Our action on vacations

Since December 2021, the CGT has been involved in a struggle on the issue of vacations, in connection with a collective of vacataires that was formed for the occasion. Over the last few years, the use of vacations teaching has become widespread at the university, and now represents more than 20% of the total teaching load at the UGA, a figure that is constantly rising. The working conditions and remuneration of the vacataires are scandalous: payment in arrears for several months, remuneration below the hourly minimum wage if one considers the hours of preparation, absence of social rights such as sick leave.

Moreover, Pôle Emploi refused to consider the difference between the dates of the work and the payment, even threatening to refuse their rights to vacataires who declared their income when they were paid rather than when the work was done in order not to be penalized on the allowances.

Following a continuous mobilization that gave rise to rallies, communications with the press, and negotiations, the collective obtained a monthly contract with a provisional teaching service that also allows social rights. This contract is however reserved for doctoral students without funding. The CGT demands that such a contract be offered to all vacataires, whatever their status. It also demands that all vacations be paid monthly, as provided for by the law since September.

Therefore, the CGT claims:

- The tenure of all contractual and temporary employees of the Higher Education and Research.
- The massive creation and public funding of doctoral contracts and tenured positions (notably through the reallocation of the Research Tax Credit).
- The monthly payment of the vacations and a correct salary for all vacataires, as provided for by law since the beginning of the 2022 academic year. The continuous mobilization of vacataires for several months has forced the university presidency to concede a monthly contract for unfunded PhD students.
- All doctoral students must be funded to carry out their work of knowledge production, without a priori limitation the duration of the thesis.
- Repeal of registration fees, for all students.
- The abrogation of nationality criteria in access to jobs and funding, and the grant of a "worker" residence permit to foreign PHD students, so that they can benefit from the unemployment benefits due at the end of their work contract.
- The creation of the status of victim of sexual harassment to allow a real defense of the persons concerned.
- The creation of a nursery for all the workers and students of the University, sized according to the needs.
- A CSI (Comité de Suivi Individuel) for PHD students which check the good progress of the thesis which can any form of conflict, discrimination or harassment, and not a procedure used as a justification for firing PHD students.

Elected CGT PHD students: what for?

Of course, our presence on the doctoral college council will not change the face of the University. The deep and necessary changes that we claim are not played out on the scale of these councils. These claims will only be implemented by the government under the pressure of strong mobilization from students and university staff.

However, PhD students we can already defend ourselves collectively to ensure the respect of our rights. This is why as a union we support PhD students who are experiencing difficulties, including in the University's governing councils.

The number of our elected officials will determine our ability to:

- Inform doctoral students about their rights and the policies of the doctoral college.
- Defend doctoral students: individually and collectively.
- Organize solidarity: for the improvement of our doctoral conditions and for a public and emancipating University.